

DANS L'ACTUALITE du 10 au 13 avril 2015

Textes officiels

JORF n° 0086 du 12 avril 2015

Annulation de l'arrêté du 27 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 30 juillet 2013 relatif à la justification de la réservation préalable des voitures de tourisme avec chauffeur

[Décision nos 375869 et 375896 du 9 avril 2015 du Conseil d'Etat statuant au contentieux](#)

JORF n° 0084 du 10 avril 2015

Dépénalisation du stationnement

[Ordonnance n° 2015-401 du 9 avril 2015 relative à la gestion, au recouvrement et à la contestation du forfait de post-stationnement prévu à l'article L. 2333-87 du code général des collectivités territoriales](#)

Projet de loi / Proposition de loi

Projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques

Lundi 13 avril, à partir de 16 heures, le Sénat poursuit l'examen du projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques. Les débats reprendront à l'article 14. 1152 amendements restent à examiner.

- [Petite loi \(articles déjà examinés\)](#)

Source : dossier législatif du Sénat du 13/04/2015

Transition énergétique : la commission spéciale réexamine le projet de loi en nouvelle lecture

[Mardi 14 avril à 17h et 21h, mercredi 15 à 9h30, 16h15 et 21h30, jeudi 16 à 9h30, 15h et 21h30 et éventuellement vendredi 16 à 9h30, 15h et 21h30, la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte examine en nouvelle lecture ce texte, modifié par le Sénat.](#)

Source : dossier législatif de l'Assemblée Nationale du 13/04/2015

Jurisprudence

Application de l'article R. 123-10-1 du code de l'urbanisme

[CE 9 avril 2015 commune de Tassin-la-Demi-Lune, req. n° 372011](#)

Légalité de la décision tacite de refus

[CE 8 avril 2015 Mme A., req. n° 365804](#)

L'expropriant qui bénéficie, en toute connaissance de cause, d'un zonage illégal est animé d'une intention dolosive

[Cass. 3e civ., 24 mars 2015, pourvoi n° 13-27.717](#)

[Cass. 3e civ., 24 mars 2015, pourvoi n° 13-27.718](#)

[Cass. 3e civ., 24 mars 2015, pourvoi n° 13-27.719](#)

Il appartient nécessairement au seul juge d'appel, lorsque c'est la cour qui a décidé le sursis à statuer aux fins de régularisation, de se prononcer sur la légalité du permis de construire modificatif et non au tribunal administratif

[CAA Bordeaux 2 avril 2015, req. n° 12BX02522](#)

Réponse ministérielle

Question écrite AN n° 53562 du 7 avril 2015 - [Stationnement des camping-cars](#)

Question écrite AN n° 71768 du 7 avril 2015 - [Réglementation relative au SPANC](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Transposition de la directive "Marchés" : où en est-on ?

[La Direction des affaires juridiques \(DAJ\) de Bercy a récemment apporté de précieuses précisions sur la transposition de la directive européenne sur les marchés publics, que ce soit en termes de calendrier \(ordonnance et décrets\) ou de contenu.](#)

Source : localtis.info du 13/04/2015

Transposition de la directive "Concession" : une consécration européenne

[Les représentants de la DAJ ont récemment apporté des éclaircissements sur la directive "Concession" et sa transposition, qui a pu poser certaines difficultés, par exemple pour préserver la spécificité française des DSP. La plupart des questions restent d'ailleurs en discussion, avec des enjeux importants pour les collectivités.](#)

Source : localtis.info du 13/04/2015

Réforme de la commande publique : exit le seuil de recours aux PPP

[A l'occasion de l'Assemblée générale de la FNTP le 9 avril à Paris, Emmanuel Macron, ministre de l'Economie, a répondu positivement à une demande faite par la fédération sur le projet de réforme des marchés publics.](#)

Source : le Moniteur du 10/04/2015

La Lettre de la DAJ n° 185 est parue

[Michel Derdevet, Secrétaire Général, Membre du Directoire d'Electricité Réseau Distribution France \(ERDF\) Les réseaux énergétiques, enjeu central d'une vraie "union de l'énergie"](#)

Source : DAJ du 09/04/2015

Environnement

Ségolène Royal veut réformer le processus de décision en cas de pic de pollution

"Afin de mettre fin aux polémiques inutiles, Ségolène Royal va mandater deux experts du Conseil général de l'environnement et du développement durable pour proposer une réforme du processus de décisions en cas de pic de pollution", a annoncé le ministère de l'Ecologie dans un communiqué diffusé dans la soirée du 9 avril.

Source : localtis.info du 13/04/2015

RGE : 7 nouvelles mesures de simplification

Pour faciliter l'accès des entreprises et artisans à la qualification RGE, « Reconnu Garant de l'Environnement », jugé complexe, les organisations professionnelles (Capeb et FFB) et les organismes de qualification (Qualibat, Qualifelec et Qualit'Enr) ont envoyé aux ministères du Logement et de l'Ecologie des propositions de simplification. Certaines d'entre elles pourraient conduire à une adaptation de la réglementation en vigueur.

Source : le Moniteur du 10/04/2015

Collectivités territoriales

Dépénalisation du stationnement : la deuxième ordonnance est parue

La publication d'une deuxième ordonnance permet de franchir une étape importante pour faire de la décentralisation du stationnement payant, consécutive à sa dépénalisation, un instrument au service de la politique de mobilité dont la responsabilité incombe aux collectivités territoriales.

Source : localtis.info du 13/04/2015

Transport

Projet de loi Macron : le Sénat vote le rapprochement entre gares routières et ferroviaires

[Le Sénat a adopté le 9 avril un amendement au projet de loi Macron visant à encourager et soutenir le rapprochement des gares routières et ferroviaires. Défendu par Fabienne Keller \(UMP, Bas-Rhin\), ce rapprochement entend "favoriser le développement de pôles urbains, régionaux, nationaux et internationaux intermodaux et d'accès équitable aux infrastructures de transport".](#)

Source : localtis.info du 13/04/2015

Loi Macron : le Grand Paris récupère les réseaux, les gares routières et ferroviaires sont rapprochées

[Le Sénat a élargi, le 9 avril 2015, le champ des missions de la Société du Grand Paris en matière d'infrastructure de réseau dans le numérique et l'énergie en adoptant deux amendements similaires au projet de loi Macron pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques. Un autre amendement adopté devrait favoriser l'intermodalité des transports en rapprochant gares routières et gares ferroviaires.](#)

Source : le Courrier des maires du 10/04/2015

Colloque / Séminaire

- ▶ « Actualité de droit de l'urbanisme » - Séminaire Gridauh

Le mercredi 15 avril 2015 à 14h30 à la Chambre des Notaires de Paris, 12 Avenue Victoria
75001 Paris

Vu dans les revues

Construction - Urbanisme n° 4, Avril 2015, comm. 50, *Existence d'une opération d'aménagement et appréciation du risque en concession d'aménagement (CAA Nantes, 2 févr. 2015, n° 13NT02139, SARL Les farfadets c/ Cne Tours)*, par Laetitia Santoni

La Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales n° 15, 13 Avril 2015, 2095 *Urbanisme Chronique de jurisprudence du Conseil d'État - Décisions de janvier à juin 2014 (2e partie)*, par Roland Vandermeeren

La Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales n° 15, 13 Avril 2015, 2100 *Premiers éléments sur l'interprétation par le juge administratif des nouveaux critères législatifs de la domanialité publique*, par Caroline Braud

La Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales n° 15, 13 Avril 2015, 2101 *Une nouvelle approche de la définition de la notion d'ouvrage public ? (CE, 27 mars 2015, n° 361673, Société Titaua limited compagny)*, commentaire par Philippe S. Hansen et conclusions par Nathalie Escaut

Presse

Réforme territoriale : Toulouse, Lille, Bordeaux... nouvelles capitales régionales

[Après avoir dessiné la carte des nouvelles régions dans le cadre de la réforme territoriale, le conseil des ministres devrait, selon Europe 1, présenter la liste des chefs-lieux provisoires de ces nouvelles entités dans les prochains jours.](#)

Source : le Parisien du 13/04/2015

JO 2024 : le Conseil de Paris approuve la candidature de la ville

[Les élus parisiens se sont prononcés très largement en faveur d'une candidature de Paris à l'organisation des Jeux Olympiques. La Ville a jusqu'à septembre pour déposer son dossier auprès du CIO](#)

Source : les Echos du 13/04/2015

Les dossiers minés s'accumulent

Anne Hidalgo est au Conseil de Paris sous étroite surveillance. Pour chaque dossier, les élus d'opposition ou ses alliés pointent les nombreuses incohérences de son programme, ses insuffisances. Les plans antipollution, logement, par exemple, sont critiqués avec force arguments. Voici trois exemples de dossiers minés.

Source : les Echos du 13/04/2015

Marchés publics : les architectes veulent faire plier Bercy

Le projet d'ordonnance sur les marchés publics met en danger l'obligation pour les maîtres d'œuvre d'avoir recours au concours d'architecte. Après plusieurs mois d'incertitude sur la question, Bercy a rassuré les associations. L'avenir du concours d'architecte n'est pourtant pas garanti.

Source : les Echos du 10/04/2015